

N^o. VIII.

RÉVOLUTIONS

DE PARIS,

DÉDIÉES A LA NATION

Et au district des Petits - Augustins ; avec une
suite des papiers de la Bastille.

Les grands ne nous paroissent grands,
Que parce que nous sommes à genoux....
.... Levons-nous.....

Détails du Samedi 29 Août 1789.

N. B. Nous prévenons le public qu'on s'est permis de publier un n^o VII & un n^o VIII sous le titre de *Supplément aux Révolutions & de nouvelles Révolutions*. Ces ouvrages doivent le jour à la faveur dont le public a bien voulu honorer le nôtre ; ils n'ont rien de commun, quoiqu'on ait annoncé qu'ils étoient faits par les rédacteurs & auteurs des premiers numéros. Nous espérons que la continuation des bontés du public nous vengera de cette supercherie.

Nous avons passé rapidement de l'esclavage à la liberté ; nous marchons plus rapidement encore de la liberté à l'esclavage ; on endort le peuple au
N^o. VIII.
A



bruit des louanges qu'on lui prodigue sur ses exploits ; ou on l'amuse par des fêtes, des processions & des épaulettes.

On a prononcé dans ce mois à Paris plus de deux mille compliments, tous prolixes, dans lesquels les françois sont élevés bien au-dessus des peuples de la Grece & de Rome. Vils adulateurs, vous verrez avant trois mois quel sera l'effet de vos plates louanges.

Une foule d'hommes aux gages de l'aristocratie ; a senti de bonne heure que le pouvoir alloit lui échapper, ils l'ont abandonné ; ils se sont couverts du masque de la *popularité* pour établir une aristocratie nouvelle sur les débris de l'ancienne. Inactifs tant que la patrie a été en danger, & que la révolution s'est opérée, ils veulent tout faire, depuis qu'il y a des places à remplir, & que l'autorité semble devoir appartenir à celui qui aura, non pas le courage, mais l'adresse de s'en emparer.

Cette cohorte d'ambitieux est composée principalement de gens de robe, de financiers, de secrétaires & de censeurs royaux. Nous observons leur marche en silence, nous pesons leurs projets avec circonspection ; mais lorsque le tems en sera venu, nous vous jurons, françois, de ne pas manquer de courage pour les dévoiler.

Le premier soin de ceux qui aspireront à nous asservir, sera de restreindre la liberté de la presse, ou même de l'étouffer ; & c'est malheureusement au sein même de l'assemblée nationale qu'est né le principe adultérin : *que nul ne peut être inquiété dans ses opinions, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.*

Cette condition est comme une courroie, elle étend & se resserre à volonté. En vain l'opinion

publique l'a-t-elle rejetée, en vain assure-t-on qu'un grand nombre de députés la désapprouve hautement, elle n'en servira pas moins à tout intrigant qui sera parvenu à un poste pour s'y maintenir; on ne pourra ouvrir les yeux à ses concitoyens sur ce qu'il a été, sur ce qu'il fait, sur ce qu'il veut faire, sans qu'il ne dise *qu'on trouble l'ordre public*, & s'il a assez de pudeur pour ne pas être juge & partie dans sa propre cause, pour ne pas employer à sa vengeance la force qu'il aura en main; il trouvera facilement le moyen d'armer l'autorité de quelque autre intrigant parvenu, avec lequel il fera secrètement cause commune pour écraser l'homme libre, l'écrivain généreux qui aura osé s'élever contre leur aristocratie naissante, & contre de nouveaux abus de pouvoirs.

Pour nous qui nous sommes sentis dignes d'écrire l'histoire de cette époque intéressante, nous jurons une haine irréconciliable aux oppresseurs & aux ambitieux quels qu'ils soient. Nous les prévenons que la crainte & l'intérêt ne peuvent rien sur nous; que nous dénoncerons à l'opinion publique toutes les atteintes qui seront portées à la liberté publique, civile & de la presse, soit à notre préjudice, soit à celui du dernier des citoyens. Nous les prévenons qu'ils tenteroient vainement contre nous l'épreuve de la persécution; que la chaîne de ceux qui coopèrent à cet ouvrage est trop longue pour qu'ils puissent se promettre d'en atteindre les extrémités; que nous nous expatrierons s'il le faut pour être vrais; & que si la violence nous en ôtoit la faculté, le tyran qui auroit osé l'employer n'auroit qu'un moyen de nous réduire au silence, celui de nous arracher la langue, si toutefois, pour le

priver de ce plaisir barbare , nous n'avions pas le courage d'imiter Anacharsis. (1)

Mais nous ne nous élèverons pas avec moins de force contre la licence & les factions. Nous répéterons sans cesse aux hommes que les mots d'ordre & de *liberté* sont synonymes ; que la liberté fait respecter la propriété , l'honneur , la vie & la liberté des hommes & des citoyens.

C'est pour ne pas assez connoître ces vérités premières , que les domestiques ont demandé le renvoi des savoyards & des autres domestiques étrangers. « Il n'est pas juste, disent-ils, que nous mourions de faim faute d'occupation & de travail, tandis que des étrangers viennent accumuler à force d'économie une forte partie du numéraire du pays, pour le transporter en Italie; nous sommes congédiés des maisons où nous étions placés à cause de la révolution : ou nous avons quitté nos maîtres à cause qu'ils étoient aristocrates, ou ils nous ont renvoyé parce qu'ils nous connoissoient des sentimens patriotiques. »

En y réfléchissant un peu, les domestiques auroient senti qu'il n'y a qu'une loi qui puisse expulser les savoyards, & leur fermer la branche d'industrie qu'ils exploitent ; qu'ils ne pouvoient pas la faire cette loi, & que dès-lors leur attroupement étoit inutile ; qu'il suffisoit que quelques-uns d'entr'eux fissent dresser un mémoire pour le présenter à l'assemblée nationale ou à la commune ; ils au-

(1) Un tyran faisoit mettre au pilon le célèbre Anacharsis. Au milieu du supplice, le philosophe ne cessoit de lui reprocher son despotisme & sa barbarie. Le tyran commanda qu'on lui coupe la langue. Anacharsis se la coupe avec les dents, & la lui crache au visage. Voilà le philosophe.

roient même prévu qu'on leur auroit répondu :
 Que puisque les favoyards trouvent le moyen
 d'amasser de petits trésors au delà de leur subsis-
 tance, ils peuvent eux-mêmes, en travaillant
 d'abord uniquement pour leur subsistance, mettre
 leurs travaux à un tel prix, qu'ils seroient néces-
 sairement préférés aux favoyards, & que ceux-ci se
 dégoûteroient avant peu d'une profession qui ne
 leur procureroit rien au-delà de ce qu'ils gagne-
 roient dans leur pays. Ils auroient enfin senti que
 leur véritable destination n'est pas celle de suppléer
 aux bêtes de somme, ou de servir des intrigues,
 mais d'exercer, comme leurs peres, l'art noble de
 l'agriculture, & ils seroient retournés aux champs
 d'où les arracha la paresse ou un fol amour-propre.

En vain avoit-on placé des gardes pour les em-
 pêcher d'entrer sur les gazons du Louvre, ils ont
 franchi les barrières, ont forcé la garde, & bientôt
 ils se sont trouvés près de trois mille dans leur *salle*
de conseil. Le district de l'oratoire a envoyé du
 secours à la garde, elle s'est formée en plusieurs
 patrouilles qui ont traversé le groupe en tant de
 sens, qu'elles l'ont divisé.

Le mouvement excité par l'appel des soldats, a
 fait croire, ou a fait dire, que les domestiques
 sans place, excités par leurs anciens maîtres, atten-
 doient au Louvre tous les autres domestiques em-
 ployés, afin de former un corps assez puissant pour
 expulser les favoyards à force ouverte. Des lignes
 de soldats posées en face des rues des poulies, de
 Saint-Germain-l'Auxerrois & du quai, coupoient
 toutes communications, & ne s'ouvroient que
 pour laisser sortir ceux qui se retiroient.

Parmi ceux qui ont resté sur le lieu ou aux en-
 virons, il en est qui ont formé de petits groupes.

La garde s'approchoit aussi-tôt, & enlevoit l'orateur, que les auditeurs laissoient partir sans résistance. On en a arrêté un qui tenoit un papier : l'officier de garde l'a présenté au peuple, en disant qu'il contenoit de quoi porter le trouble dans tout Paris.

Il nous semble que la sage ressource de traverser les groupes auroit dû suffire à ceux qui étoient chargés de ramener l'ordre : dans l'état où étoient les choses, tout propos étoit nécessairement sans danger. Que pouvoient des hommes sans armes, au milieu d'un corps formidable de gardes-françoises, de suisses & de bourgeois armés ?

Pendant ce temps, les boulangers cherchoient dans la halle & aux environs, un commissaire des représentans de la commune ; ils se plaignoient qu'il avoit dit : *Avant quinze jours il y aura plus de vingt boulangers d'étranglés*. Leur fureur annonçoit qu'ils vouloient lui faire subir ce sort. Un officier suisse est venu à bout de calmer cette émeute, à force de précautions & de *bonnes raisons*. Il sembloit que la sagesse elle-même parlât aux boulangers, tant ils ont rapidement rentré dans l'ordre dès qu'il s'est montré. Le nom de ce brave militaire mérite bien d'être connu : il s'appelle M. Meyer : c'est lui qui a toujours fait le service de la halle depuis qu'il devint si pénible, quoiqu'il n'ait qu'une santé débile & une constitution très-délicate. La commune a ordonné des informations contre les auteurs de l'émeute.

Un autre événement tenoit aussi les esprits en allarmes presqu'au même moment. Les ouvriers de Montmartre devoient être congédiés ce soir, & l'on avoit pris des précautions effrayantes pour fermer cet atelier de charité. On y avoit traîné du

canon ; une troupe d'élite , composée principalement de ceux qui se sont distingués à la prise de la Bastille , sous les ordres de M. Hullin , s'y étoit rendue : quatre commissaires étoient à l'abbaye pour délivrer les passeports.

Les ouvriers se sont présentés deux à deux pour remettre les outils qu'on leur avoit prêtés : ils ont reçu 24 sols & un passeport : on en a délivré environ quatre mille. Il n'est pas arrivé le plus léger trouble : on n'a pas même entendu de murmure. Des hommes méchans, coupables & dangereux, étoient sans doute confondus dans cette troupe d'infortunés : mais il auroit fallu que ceux qui ont dit si souvent & si inhumainement qu'il falloit tirer dessus à mitrailles, les eussent vus dans ce moment : peut-être que le spectacle touchant de leur profonde misère & des bienfaits sagement dispensés de la ville, auroient ému leur ame féroce, s'il leur resté encore quelque sensibilité.

Détails du Dimanche 30 Août.

IL semble que l'on veuille nous abreuver des poisons de la vengeance, pour nous faire haïr la liberté. La disette naissant des spéculations avides, les travaux suspendus, le commerce languissant, les troubles successifs, les ligués secrètes de nos ennemis, tout nous afflige & nous effraie. Ce matin, il se répand des bruits alarmans : on dit qu'il existe une coalition entre le clergé, la noblesse & quatre cens membres des communes : on dit que plusieurs grands seigneurs s'éloignent de la capitale : on dit qu'un Prince, Monsieur, frere du Roi, va conduire madame la comtesse d'Artois

jusqu'à Turin : on dit que le comte de Mirabeau a été attaqué, blessé d'un coup d'épée, & qu'il a succombé à son vif patriotisme : tous ces bruits sont hasardés ou faux sans doute ; mais, ce qui ne l'est pas, c'est que des membres de l'assemblée nationale aient osé hier au milieu de ce sénat auguste, demander que le roi possédât le *veto* absolu sur la nation. Cet étrange paradoxe, qui nous rejeteroit dans les chaînes de l'esclavage, il faut en convenir, n'a pu être proposé par des hommes libres : l'aveugle & sordide intérêt est seul capable de produire de tels égaremens ; & nous supprimons, par pudeur, les noms des membres qui ont exposé ces misérables sophismes ! Notre sentiment a été celui de tous les amis de la liberté, celui de l'invincible Mirabeau, & la séance d'hier a été des plus orageuses.

Ce matin il est parti des détachemens de la garde nationale pour protéger les convois de bleds, relativement aux propositions faites par MM. les négocians du Havre, à la commune de Paris : ils ont offert de nous remettre les bleds qu'ils alloient embarquer pour l'Inde, & cette proposition a été acceptée avec reconnoissance.

Vers les deux heures après-midi, le corps de MM. les officiers de la garde nationale a prêté serment de fidélité à la commune, en présence de M. le marquis de la Fayette & de MM. les officiers-municipaux. Pour avoir une idée de cette imposante cérémonie, que l'on se représente neuf cent officiers sous l'habit uniforme, entourés de plus de deux mille hommes en armes, & tous ces chefs jurant à la fois, l'épée en main, de mourir pour la défense de la patrie & de la liberté. Pour leur défense? Dieux ! l'une & l'autre étoient en

en danger ! Voyons quels seront les effets de cet auguste & terrible serment ?

Dans l'après-dînée, les citoyens se rassemblent, se communiquent leurs idées & leurs craintes : les débats, les troubles de la séance de la veille sembloient confirmer les complots perfides & les idées effrayantes que l'on s'empressoit de se communiquer : l'on se rendoit au palais-royal, dans les clubs, dans les cafés, pour obtenir la confirmation de ces nouvelles désastreuses ; les groupes se grossissoient de momens en momens : l'on voyoit une trahison insigne, & les têtes des meilleurs patriotes en danger. Vainement des hommes sages s'efforçoient de ramener le calme ; à chaque instant des personnes que leur civisme a fait connoître, laissoient, par leurs inquiétudes, pressentir le danger imminent de la liberté, & les injustices ou les attentats que l'on vouloit commettre dans les séances suivantes. Il s'éleva, sur le soir, diverses motions dans le café de Foy : les uns vouloient que l'on fît assembler les districts ; mais la lenteur de leurs opérations, l'incertitude de la réussite, le manque de caractère pour former une députation légale, qui fût admise par les représentans de la commune ; l'absence du patriotisme, dont l'opinion de certains particuliers inculpoit quelques-uns de ses membres, sembloient enfin se voir forcés de renoncer à ces démarches insuffisantes. Cependant il faut agir, disoit-on : dans trois jours la France est esclave, & l'Europe suivra son sort. Dans ces alternatives cruelles, l'on ne prit conseil que du patriotisme : ardent dans la chaleur des débats, quelqu'un rédige une motion, qui porte en substance, que sur-le-champ il faut partir pour Versailles, déclarer que l'on n'ignore point quels

sont les complots de l'aristocratie pour faire passer le veto absolu ; que l'on connoît tous les membres de cette ligue odieuse ; que s'ils ne se rétractent , quinze mille hommes sont prêts à marcher ; que la nation sera suppliée de briser ces infideles représentans , & d'en nommer d'autres à leur place ; qu'enfin le roi & Mgr. le dauphin seront également suppliés de se rendre au Louvre , pour que leurs personnes y soient en sûreté : tel étoit le contenu de cette motion. Le marquis de St. Hururge & quelques autres personnes sont nommés pour aller présenter cette motion à l'assemblée nationale : mais la crainte que le parti aristocratique ne suspendît leur mission par la force , engage à marcher en nombre suffisant pour n'être point arrêté. Il étoit environ dix heures , lorsque quinze cents personnes ou environ , partirent du palais-royal , sans armes , & à la suite de la députation.

Déjà l'on savoit dans Paris qu'au palais-royal on délibéroit en tumulte : ces chefs militaires , qui venoient de jurer à la Nation qu'elle seroit libre , s'allarmant en voyant des amis de la liberté voler pour la défendre ! Ils donnent des ordres ; des grenadiers se portent sur le passage de ces braves citoyens , ils les arrêtent ; & comme ceux-ci sont sans ordres & sans existence légale , il faut , si la patrie est en danger , qu'elle perisse tranquillement plutôt que de la sauver contre les regles de cette légalité. Remarquez que lorsque ces citoyens furent arrêtés , à peine ils étoient cinquante , néanmoins on traîne du canon , tous les postes sont aux armes , l'allarme est dans Paris , des couriers-la portent à Versailles , l'effroi s'y répand , l'on se met sous la défense ; les parisiens . . . quinze mille hommes . . . l'on est perdu . . . Non , Broglie & son armée

d'assassins eussent produit moins de troubles & de craintes que l'action patriotique de ces citoyens. Il faut qu'il y ait encore parmi nous beaucoup de lâches esclaves & de mauvais citoyens, puisque le cri de la liberté & les démarches du patriotisme jettent une épouvante plus terrible que les détestables attentats du despotisme ! Cependant le marquis de Saint Hururge & ses sept à huit députés étoient de retour au café de Foy ; & ses commettans dès-lors l'envoyèrent à l'hôtel-de-ville ; pour demander aux représentans de la commune la liberté de passer ; mais ces députés n'étoient pas députés d'un district, donc ils n'avoient point d'existence légale, & ils restèrent à la porte de la salle des communes, sans pouvoir être introduits. Les patriotes du café s'impatientent, on propose une seconde députation, l'on allègue qu'elle ne sera pas reçue, qu'il faut se rendre dans les districts, les assembler ; mais les longueurs, l'incertitude..... Enfin on nomme une seconde députation de cinq personnes, toutes domiciliées & citoyennes. Le conducteur étoit un médecin, capitaine-commandant de la garde parisienne. On arrive à l'hôtel-de-ville ; après quelques difficultés on est enfin, & par une faveur spéciale, introduit. La députation présente à M. le maire, à M. le général & à MM. de la commune, les craintes, les sollicitudes des citoyens séans au palais-royal ; elle insiste sur l'appréhension de ce *veto* absolu, elle demande un caractère légal, afin de pouvoir présenter ses doléances à l'assemblée nationale ; elle demande au moins une autorisation ; on lui refuse tout ; on consent seulement à ce que, comme de simples particuliers sans mission, ils puissent, de leur chef, présenter un mémoire. J'oublie de

dire que cette seconde députation avoit demandé que la premiere fut introduite, comme étant chargée de la motion principale, & qu'en effet elle entra; enfin le tout fût terminé par une mercuriale sur l'illégalité du patriotisme de ces Messieurs.

La seconde députation vint rendre compte de sa mission à ses commettans, qu'elle trouva attendant patiemment à la porte du café de Foy, le maître de cette maison ayant voulu se coucher. Remarquez que parmi ces Messieurs, qui étoient à la porte, il y avoit plusieurs personnes distinguées par leur patriotisme.

La seconde députation se rendit à Versailles pour y présenter sa motion. Voilà ce qui s'est passé dans l'exacte vérité au café de Foy, durant cette soirée, sur laquelle on a débité tant de contes ridicules. Quant aux lettres & menaces annoncées par l'assemblée nationale, dans la journée du lendemain, on n'en a pas connoissance.

Détails du Lundi 31 Août.

Au milieu des motions désespérées que fit naître hier au soir au palais royal la crainte de retomber encore sous le joug de la noblesse & du clergé, la voix de quelques citoyens instruits & zelés chercha vainement à se faire entendre. Ce matin le café de Foy étoit rempli de bonne heure de ceux qui étoient curieux de savoir le résultat des députations de la veille.

On rapportoit que la ville avoit dit, qu'il falloit s'adresser aux districts. Cette réponse paroissoit un moyen d'éviter que le peuple ne fût connoître son vœu, & de donner au parti qui soutient le veto dans l'assemblée nationale, le tems de consommer

son ouvrage ; on disoit que la majorité des comités de district se refuseroit à accorder l'assemblée générale extraordinaire , parce que l'aristocratie a jetté ses filets sur une grande partie de ceux même auxquels le peuple n'a confié qu'une autorité provisoire.

Enfin , l'indignation étoit à son comble : de tems en tems on entendoit s'élever contre le veto un cri général , auquel répondoit le peuple qui étoit autour du café. Iroit-on à Versailles ? Prendroit-on les armes pour y aller ? Se présenteroit-on à l'assemblée comme supplians ? En quel nombre marcheroit on ? Les motions enfin avoient le même objet que la veille , lorsqu'un citoyen , cédant aux prières de quelques autres citoyens , auxquels il avoit proposé ses idées , éleva la voix : il fut aussi-tôt reconnu pour être celui qui avoit ramené le calme au palais royal dans l'affaire des gardes-françoises (1) enlevés des prisons de l'abbaye Saint-Germain ; il n'étoit pas reparu depuis au café ; sa prudence ne fut pas moins de bonne augure : on fit le plus grand silence : voici le sens & presque les paroles de son discours : « Tous les

(1) Les gardes françoises , enlevés de l'abbaye Saint-Germain , attendoient à l'hôtel de Geneve l'effet de la promesse du roi contenue dans la lettre à l'archevêque de Paris. Trois jours après cette lettre , rien n'étoit encore décidé , on s'allarma & on agita au café de Foi la question de savoir si le roi , ayant demandé que l'ordre fût rétabli pour user de clémence , il falloit engager les gardes à réintégrer les prisons. La négative passa tout d'une voix. Ce citoyen se porta seul pour contredire ; après cinq huées complètes , il vint à bout de se faire entendre en s'avouant pour l'auteur d'un ouvrage très-courageux qui avoit paru en faveur des gardes françoises. Il ramena toutes les voix , & il fut décidé que les gardes devoient réintégrer les prisons dès le même soir. Ils eurent leur ordre de sortie le lendemain.

partis que j'entens proposer, Messieurs, me paroissent déraisonnables ou violents. On veut aller à Versailles? Dans quel objet? Pour forcer ou pour gêner les délibérations de l'assemblée nationale. Mais ne sentez-vous pas que si les opinions n'étoient point libres, ce qui seroit arrêté ne formeroit pas une loi. Abandonnez donc toute idée d'aller à Versailles. Cependant vous craignez que le *veto absolu* ne soit décrété, parce que le nombre des députés qui a embrassé ce parti, est considérable. Mais d'abord, quel droit avez-vous sur les députés des provinces? Vous n'en avez aucun: & ceux que vous avez sur les députés de Paris, se bornent à examiner leur conduite; à les révoquer s'ils ne méritent plus votre confiance; enfin, à leur expliquer votre cahier, s'ils en prennent mal le sens au sujet de la sanction royale.

Il y a, dit-on, plus de quatre cents députés aristocrates. Eh bien! messieurs, donnez aux provinces le grand exemple de les punir par une révocation. Mais ce n'est pas au palais-royal que vous pouvez énoncer légalement votre opinion sur le *veto*, & examiner si vos députés sont infidèles à leurs mandats: c'est dans les districts. J'entends dire qu'il est difficile d'obtenir une assemblée générale extraordinaire des districts; qu'il est plus difficile encore que les districts s'occupent, comme par inspiration, des mêmes objets. Je crois, messieurs, que si vous vous adressiez à l'assemblée des représentans, pour la prier d'indiquer une assemblée générale des districts, à l'effet de délibérer sur le *veto* & sur vos sujets de mécontentement contre vos députés, vous l'obtiendriez: alors vos délibérations seroient très-simples. La commune veut-elle ou ne veut-elle pas accorder au roi le *veto* pour

la portion qu'elle a dans le pouvoir législatif ?
 Quelle plainte a-t-elle formé contre ses députés ?
 De quoi les accuse-t-elle ? Les révoque-t-elle , ou
 les confirme-t-elle ?

Le discours fut vivement applaudi : on cria :
*A la ville , à la ville , pour l'assemblée générale des
 districts. Point de veto. A bas les aristocrates , à bas
 les tyrans.*

Un autre citoyen dit : « Messieurs , que tous
 » ceux qui sont d'avis qu'il faut prier la ville d'in-
 » diquer une assemblée générale & extraordinaire
 » des districts , levent la main » ? Toutes les mains
 furent en l'air.

Cependant ceux qui étoient sous le péristyle
 & dans le jardin frémissaient d'impatience , en
 demandant l'orateur. Il a paru à la fenêtre du café ,
 & a répété ce qu'il avoit dit contre le projet d'aller
 à Versailles , & sur la convenance de se rendre
 dans les districts.

On a choisi aussi-tôt vingt autres personnes , &
 on les a chargés d'aller avec lui à la ville , pour
 former la demande qui avoit été énoncée ; ils sont
 partis seuls , & ceux qui sont restés au palais-royal ,
 les ont attendus sans tumulte.

A deux heures après-midi , deux de ces députés
 sont revenus , & ont rapporté que les représentans
 n'étoient point assemblés ; qu'ils avoient parlé à
 l'un d'eux qu'ils avoient trouvé par hasard , &
 qu'il les avoit fort mal reçus ; mais que s'étant
 adressés à M. de la Fayette , il les avoit accueillis
 avec bonté ; qu'il les avoit priés de détourner leurs
 concitoyens du projet d'aller à Versailles ; que
 pour lui prouver que leur démarche tendoit à dé-
 truire ce projet , ils lui avoient exposé la demande
 qu'ils venoient faire , & qu'il leur avoit promis

alors de les présenter à l'assemblée des représentans de la commune, qui étoit indiquée pour six heures.

La députation n'a été de retour qu'à dix heures du soir. Un des députés a annoncé qu'ils avoient été introduits dans l'assemblée de la commune; qu'ils y avoient fait un discours, & que la ville avoit répondu.... On a demandé le discours avant la réponse.

Nous allons le rapporter tel qu'il a été lu.

Messieurs, nous n'ignorons pas avec quelle défaveur vous recevez les députations des citoyens qui fréquentent le palais royal, & que vous regardez leur concours comme dangereux. Cependant, messieurs, si les habitués du palais royal eussent strictement observé les loix, concernant les attroupemens, la bastille subsisteroit encore, & vous n'auriez pas l'honneur d'être nos représentans.

Gardez-vous donc, messieurs, de considérer ceux qui vous parlent au nom des citoyens assemblés dans ce moment au palais royal, comme des incendiaires. Il est nécessaire que des citoyens quelque peu instruits se jettent dans le tourbillon pour en diriger les mouvemens à une fin utile. Chacun de nous porte dans son cœur, avec moins de gloire & de mérite, le patriotisme d'un *Bailly* & d'un *la Fayette*.

Nous savons, messieurs, que l'assemblée nationale s'occupe dans ce moment de la question de savoir si dans la constitution on accordera au roi le pouvoir négatif ou le *veto*.

Nous savons que plusieurs des députés de cette ville regardent leurs cahiers comme impératifs pour le *veto*.

Cependant, messieurs, il n'est pas un membre de la commune qui ne regarde le *veto* comme un sacrilège national. Nous avons entendu ce matin vingt mille citoyens crier *point de veto, point de tyrans*.

Le moyen, messieurs, de prévenir les fureurs du peuple, c'est de lui ouvrir les voies légales. Il veut scruter la conduite de ses députés à l'assemblée nationale; il veut révoquer ceux qui ne sont plus dignes de sa confiance, car la confiance doit être libre; il veut expliquer son cahier & déclarer qu'il n'a point entendu accorder au roi le *veto*, il veut enfin rétracter cette erreur, s'il est vrai qu'il y soit tombé.

L'orateur

L'orateur a lu ensuite des conclusions qui demandoient une assemblée générale des districts, convoquée sur-le-champ pour délibérer sur le *veto*, sur le rappel ou la confirmation des députés de cette ville, & sur la nécessité de faire un nouveau cahier interprétatif du premier au sujet du *veto*.

Il a lu aussi la réponse de l'assemblée des représentans.

L'assemblée avoit annoncé par des placards l'intention irrévocable de ne point recevoir de députation qui ne vint d'un corps légalement constitué. Nous ne nous avons admis que parce que l'on nous avoit assuré de votre part que vous veniez proposer des moyens de rétablir le calme au palais royal. Nous n'avons rien de plus à vous répondre.

Le lecteur s'est retiré sans ajouter un mot. La tribune n'a pas pour cela resté vuide. Le projet d'aller à Versailles a particulièrement été abandonné; la raison s'étoit fait jour à travers le délire patriotique de ne vouloir plus qu'une assemblée générale des districts. Un des orateurs s'est écrié : « Rendons-nous demain des quatre heures aux districts, soyons, autant qu'il sera possible, en habit uniforme, & ceux qui ne le portent pas, bien mis & peignés; car on persuade à l'assemblée nationale & à la ville, que ce sont ses gens de Montmartre qui s'assemblent au palais-royal ».

Le marquis de Saint-Huruge, qui la veille s'étoit présenté pour marcher à la tête de ceux qui iroient à Versailles, étoit dans ce moment à la tête d'une patrouille bourgeoise, & se promenoit dans le jardin pour maintenir le bon ordre; à quelques murmures près sur le refus de la ville d'accorder l'assemblée des districts sur les malheurs que nous promet le *veto*, & quelques bagages arrêtés à Séves,

lesquels ne sont autre chose que les équipages du régiment de Penthievre , qui change de garnison ; il n'y a rien eu de remarquable , & le public s'est retiré beaucoup de meilleure heure qu'hier au soir.

Détails du Mardi premier Septembre.

LA nouvelle que plusieurs districts devoient s'assembler dans le jour , pour délibérer sur le sens du cahier de la commune , relativement au *veio* , avoit porté , ce matin , beaucoup de calme dans les têtes , & des patrouilles très-nombreuses remplissoient toutes les allées du palais royal.

On attendoit , avec une inquiétude déchirante , les résultats de l'assemblée nationale de la veille : ils ont été bientôt répandus ; on s'arrachoit les différens papiers périodiques qui en rendent compte.

On n'a pas été peu étonné de l'importance que MM. Mounier , Lally-Tollendal & de Clermont-Tonnerre ont mis à un mouvement inconsideré de quelques citoyens : les objets étoient bien grossis , quoiqu'on les vit à très-peu de distance. A quoi se réduit , disoit-on , cette émeute populaire qui gêne la liberté des délibérations de l'assemblée nationale , & pour laquelle il faut que le commandant de la garde nationale réponde de la tranquillité de Paris , ou que l'assemblée se transporte dans un autre lieu ? A une erreur d'un moment , dans laquelle sont tombés quelques-uns de ceux , & non pas tous ceux qui fréquentent le palais-royal. Ils alloient avec des projets hostiles , sans armes , toutefois & en tel nombre que la milice de Chaillot ou de Sèves pouvoit les arrêter.

Mais les lettres menaçantes ? elles sont anonymes ou signées. Le nombre des signatures est infiniment

petit, & les anonymes auroient-elles dû être lues dans l'assemblée nationale? On élevoit jusqu'aux cieux la noble intrépidité des membres qui avoient proposé l'exemple du sénat romain, & ce résultat simple & fier de l'assemblée, qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

Cette imposante sécurité auroit entièrement ranimé la confiance de ceux qui étoient les plus affligés, si la lecture des articles proposés pour la constitution n'eut paru confirmer les soupçons. Le sénat de deux cents membres, à vie, nommés par le roi, révoltoit généralement, & l'on attribuoit cette idée à l'espérance d'en remplir les places.

Des discussions à outrance sur le *veto*, sur l'intérêt qu'on supposoit à quelques individus qui veulent qu'on imite la constitution d'Angleterre, où le *tarif des probités est dans la poche du ministre*, occupoient tous les esprits, lorsque différens placards de la ville sont venus les distraire.

L'assemblée des représentans de la commune, après avoir témoigné de la manière la plus énergique l'indignation qu'elle a éprouvée à la vue de ce qui s'est passé au palais royal les jours précédents, persiste dans ses arrêtés contre les attroupemens & motions du palais royal. Elle charge M. le commandant général de déployer toutes ses forces contre les perturbateurs du repos public, de les arrêter & constituer prisonniers, pour leur procès être instruit selon leurs délits.

Une phrase de ce placard a singulièrement excitée la curiosité: «Egalement blessée, porte-t-il, d'avoir vu la dignité de la chose publique compromise par les menaces & les gestes que se sont permis jusque dans son sein des particuliers qui se sont dits députés du palais royal, & qui n'avoient

été reçus dans l'assemblée que parce qu'ils s'étoient annoncés comme amis de l'ordre & de la paix ».

On a désiré savoir le mot de cet énigme, & il a bien ôt été répandu, on ne sait par qui, ni comment. Les députés de lundi matin, sur lesquels cette phrase tombe d'a-plomb, s'étoient oubliés, disoit-on, jusqu'à faire un signe qui annonçoit aux représentans de la commune que leur vie étoit en danger, en portant la main au col.

Ce commentaire a produit dans les esprits deux sensations différentes. Ceux qui n'examinent rien, & c'est toujours le plus grand nombre, ont adopté cette version d'autant plus facilement, que l'affertion des représentans semble ne pas permettre le doute; mais ceux qui croient que des hommes, quelques sages qu'ils soient, peuvent se tromper, sur-tout sur une chose aussi équivoque que *le geste*, n'ont pas conçu que des hommes qui avoient dit publiquement leur nom, leur état & leur domicile, dont l'extérieur étoit honnête & les professions relevées, des avocats, des artistes, des négociants, dont l'un même est officier de la garde nationale, eussent pu faire ce signe indécent, téméraire & dangereux.

Etoient-ils du nombre de ceux qui vouloient aller à Versailles, ou qui menaçoient d'éclairer les châteaux? Non, leur démarche tendoit à ce qu'on allât dans les districts, où les hommes raisonnables se seroient nécessairement rendus maîtres des têtes exaltées.

Ils s'étoient dits *amis de l'ordre & de la paix*; mais s'ils ne l'eussent pas été, ils n'auroient pas proposé sans doute des voies légales qui détruisoient absolument l'idée d'user de violence.

Enfin, dans le moment où ils auroient menacé,

ils étoient à la merci des représentans de la commune qui avoit à sa porte une garde composée d'une compagnie de grenadiers, & dans toute la ville une assez grande quantité de forces pour réduire ceux qui les avoient député.

Une dernière considération qui paroît d'un grand poids, c'est qu'ils s'étoient adressé à M. le Commandant général pour être présentés, & qu'il est aussi impossible de concevoir qu'ils eussent voulu lui faire injure, que de ne pas croire qu'il y a eu de la part de quelques membres de l'assemblée une méprise d'autant plus probable, que la défaveur des députations du palais royal avoit sans doute excité quelques préventions (1).

Voltaire dit, au sujet du procès du jeune Labarre, que si l'archevêque de Paris & le premier président du parlement attesloient un fait qui implique contradiction, il ne faudroit pas le croire; & ailleurs, qu'une foule de témoins uniformes ne peut constater une chose *improbable*, niée par l'accusé.

Il n'est pas possible de supposer que la ville soit tombée tout-à-coup dans le machiavélisme, & que tout moyen lui ait paru bon pour rendre odieuses

(1) Tous les gens un peu instruits connoissent l'anecdote de ce philosophe, que les athéniens envoyèrent à Rome pour savoir si les romains étoient dignes de recevoir des loix. Les romains lui opposèrent un muet : le philosophe lui montra un doigt ouvert pour signifier l'unité de l'être suprême. Le muet qui crut qu'il vouloit lui crever un œil, lui montra deux doigts pour signifier qu'il lui en creveroit deux. Le philosophe pensa qu'il lui répondoit qu'il y avoit en Dieu intelligence & volonté, & lui présenta le poing fermé pour signifier la puissance. Ainsi, de geste en geste, ils eurent une conversation où ils crurent s'entendre, & où ils ne s'entendirent point du tout.

les motions du palais royal. Il faut donc réfléchir encore sur ce problème singulier, qui n'est dangereux que pour les citoyens dont la justification n'est peut-être arrêtée que par l'étonnement où les a jeté le coup inattendu qui les a frappés.

Ce soir, le café de Foy étoit rempli de citoyens qui écoutoient avec avidité la lecture de *l'opinion de M. Schmith sur le veto* : chaque phrase excitoit les plus vifs applaudissemens, & ceux qui étoient dehors demandoient le lecteur. Tout-à-coup les applaudissemens ont changé en cris d'indignation : *A bas, non, non, infâme.* On lisoit un plan de constitution, avec *veto, sénat, &c.* Les cris du dehors répondoient à ceux du dedans. La patrouille a cru qu'il y avoit du tumulte ; elle est entrée dans le café : la vue des armes a effrayé quelques auditeurs ; ils ont cassé les carreaux pour sortir par les fenêtres : plusieurs ont été blessés par le verre : le café a été bientôt vuide & fermé.

Dans le nombre de placards de la ville, il en est un qui règle que les ouvriers sans emploi seront tenus de se présenter à leurs districts, & que s'ils sont munis d'outils on leur procurera de l'ouvrage dans les ateliers publics. Un autre défend aux colporteurs, sur la demande du comité de police, de proclamer dans les rues les écrits publiés autres que les décrets de l'assemblée nationale, les arrêts, jugemens, ordonnances, &c.

Cette défense est fondée sur ce principe, que la liberté de la presse ne doit pas être confondue avec la liberté de la proclamation. Nous croyons que c'est un abus des mots. La proclamation est un acte légal qui se fait par un crieur public. Mais les colporteurs ne sont point des crieurs publics ; ils ne pro-

clament point, ils crient; ils annoncent leurs marchandises comme les marchands de rubans ou de légumes.

Mais ils abusent on ils allarment le public, en criant des titres supposés; ils compromettent des citoyens. C'est un délit qu'il faut punir; rien n'est plus facile que de découvrir & d'arrêter les contrevenans. La peine porte ici non-seulement sur les colporteurs; mais sur les libraires, les auteurs, & ce qui est pis, sur le peuple, que l'on prive d'une occasion facile de s'instruire. Faut-il donc interdire toutes les choses dont on abuse? Et ne peut-on pas atteindre à un but sans des moyens extrêmes?

« Quand les sauvages de la Louisiane, dit Montesquieu, veulent avoir du fruit, ils coupent l'arbre au pied & cueillent le fruit; voilà l'image du gouvernement despotique ».

Détails du Mercredi, 2 Septembre.

L'on nous apprend que le comité du district de Saint-Roch vient de nommer par acclamation pour capitaine d'honneur, monseigneur le duc de Chartres; il devrait bien aussi le supplier d'empêcher que la liberté fut indignement violée dans l'enceinte du palais de son altesse. Qui le croiroit? sous le ministère des Brienne, des Lamoignon, jamais on ne se permit d'arrêter quelqu'un au palais-royal; sous le despotisme infernal, c'est là du moins que la liberté trouvoit encore un asyle. Aujourd'hui l'on s'y permet d'y arrêter sur des soupçons. Une affiche du comité de la commune défend de vendre dans les rues de Paris des cahiers imprimés, des nouvelles & des brochures;

au palais-royal, au milieu d'un groupe, il est défendu de parler ; cependant voici le décret de l'assemblée nationale, qui dernièrement fut prononcé sur la liberté de la presse.

Article XI de la déclaration des droits. « La » libre communication des pensées & des opinions » est un des droits les plus précieux de l'homme. » Tout citoyen peut donc *parler, écrire, imprimer librement*, sauf à répondre de l'abus de cette liberté, *dans les cas déterminés par la loi* ». Où sont ces cas déterminés par la loi, qui empêchent de parler au palais-royal ? Où sont ces abus & ces cas qui défendent de vendre des brochures dans les rues de Paris lorsque la commune y a même donné son approbation ? Pourtant ces représentans de la commune ont fait arrêter & incarcérer aujourd'hui des citoyens qui avoient pris simplement la liberté de parler. Pourtant ces représentans de la commune ont confisqué un nombre infini de brochures, & notamment de celles intitulées *Révolutions de Paris*, qui, par parenthèse, étoient aussi chargées de *leur approbation* ; ils les confisquent, parce qu'ils défendent de les vendre dans les rues. Ils créent la loi & l'exécutent ! Pourquoi cet attentat envers les propriétés ? Sera-t-on criminel parce que vous l'aurez voulu ? Hommes qui devez être justes, répondez ?

Avez-vous rempli vos devoirs ? Avez-vous cru que l'ordre exigeoit le silence du despotisme ? Trouble-t-on l'ordre dès qu'on ne lèse ni les personnes, ni les propriétés ? Excepté celles saisies par vos ordres, où sont en ce moment les personnes & les propriétés attaquées ou violées ? Si
mes

mes propositions sont justes, qu'êtes-vous ? Prononcez, & dites ce que l'on vous doit.

Les districts occupés d'épaulettes & d'uniformes, occupés de la grande question, question vraiment importante, de savoir qui doit être officier, pour des objets si graves, ont presque oublié la veille du *veto*; ils auront des habits uniformes, cela suffit. Quelques-uns, toute fois, après avoir achevé cette importante nomination, daignent dans ce moment s'occuper du *veto*; il est vraiment tems. Sous quelques heures l'assemblée nationale doit décider du sort de la France, elle sera esclave ou libre: mais les districts auront aussi décidé cela dans quelques jours, encore peut-être. La plupart ignorent qu'ils ont le droit, ainsi que la nation ou les baillages, si le terrible *veto* étoit prononcé, de briser ces députés, eux & leur ouvrage, & d'en créer de nouveaux sur le champ.

Quoi qu'il en soit, nous sommes à tout moment à la veille de manquer de pain; nos femmes & nos filles montent la garde ou paient. Les jardiniers des environs demandent à porter l'habit uniforme.

Les nègres laquais veulent être libres, & ce n'est pas sans raison; quelques-uns même montent déjà la garde pour leurs maîtres; tout le monde ne s'honore pas des fonctions de citoyen: ce qu'on dédaigne, les laquais le font; heureusement que certains nègres valent bien des blancs; & s'ils étoient libres, ils seroient citoyens.



Détails du Jeudi 3 Septembre.

LES discours tenus à l'assemblée nationale, au sujet du *veto* ou de la sanction royale, sont l'objet de toutes les conversations. L'horreur qu'a causé le *veto absolu*, a été telle, qu'on se regarde comme sauvé, si on n'accorde au roi que le *veto suspensif*. Il est incroyable avec quelle rapidité le peuple s'est instruit de cette question vraiment délicate & profonde. Dimanche, un ouvrier qui entendoit crier contre le *veto*, demanda de *quel district il étoit* : un autre disoit que puisqu'il inquiétoit tout le monde, il falloit le mettre à la lanterne. Il n'y a point d'homme si borné qui ne sache dire aujourd'hui que la volonté d'un seul homme ne peut pas balancer celle de vingt quatre millions d'hommes, & que si les députés craignent qu'eux ou leurs successeurs aillent trop vite en besogne, ils peuvent s'imposer l'obligation de revenir plusieurs fois sur leur propre ouvrage, & de le sanctionner eux-mêmes par de nouvelles délibérations.

Plusieurs districts se sont assemblés aujourd'hui, & cette ardeur que la liberté naissante donne pour la discussion des principes politiques, trouve un aliment, de manière qu'on s'éloigne des lieux où cette discussion pourroit allarmer les citoyens. Le palais royal est absolument tranquille, quoique très-fréquenté. Dès hier la ville avoit fait part de cette circonstance à l'assemblée nationale.

Des affiches avertissent aussi les citoyens que l'on doit s'occuper vendredi de l'examen du plan de municipalité & de l'élection de cinq membres pour former le conseil des trois cens, qui doit choisir ceux qui composeront le conseil de ville. Il seroit bon que chaque citoyen eût bien lu & bien étudié le plan de municipalité avant de se

rendre à l'assemblée. M. Brissot de Warville ; auteur du Journal Patriote , & membre de l'assemblée de la commune, le regarde comme un excellent ouvrage : cependant M. l'abbé de Courmand, autre littérateur, y trouve des choses qui lui paroissent *blesser ouvertement la liberté des citoyens*, & l'ordre d'une bonne municipalité.

Ne faudroit-il pas encore, pour éviter les inconvéniens de certains choix que la raison désapprouve, rendre publique la liste des candidats ou des proposés, afin que chaque citoyen pût coter ses reproches contr'eux avant qu'ils soient en exercice, sauf à répondre des calomnies ?

Un autre placard des représentans de la commune annonce que le régiment des gardes-suiſſes doit prêter le serment national samedi, en conséquence du décret de l'assemblée nationale. La commune a chargé M. le commandant-général de prendre ce jour-là toutes les précautions possibles pour la sûreté de la place.

Le comité de police vient aussi de faire afficher que désormais toutes boissons prises en contrebande seront confisquées au profit des fermiers-généraux, à condition que le quart du prix de leur valeur sera versé dans la caisse du district qui aura fait la saisie, pour l'indemniser des frais de garde.

Le comité n'établira-t-il pas enfin quelques réglemens pour la contrebande en librairie ? Un libraire de Paris vient de faire imprimer nos quatre premiers numéros, & les a joints à quelques pauvres recherches sur la Bastille; ce qui forme un gros volume in-8°. que le public achete sans se douter qu'il fait un double emploi.

On ne nous soupçonnera pas certainement d'avoir part à cette supercherie ; elle nous porte un préjudice trop considérable. Si c'est ce que les Libraires entendent par *la liberté de la presse*, ils sont bien éloignés de comprendre ce mot. En Angleterre, où cette liberté est illimitée, il est rare de voir une contrefaçon : les Libraires se font justice entr'eux du contrefacteur, en le laissant se moufondre avec son ouvrage ; & il y a une probité publique qui empêche même les particuliers de lui en procurer le débit en s'adressant à lui.

Ce n'est pas seulement en s'adressant à nous, que le public nous venge des injustices que nous essayons, mais encore en nous envoyant toutes les pièces qui peuvent servir à l'histoire de la révolution. Nous venons de recevoir un mémoire très-intéressant de M. Leclerc-Duport, avocat, membre du district des Capucins du Marais.

Ce citoyen avoit eu une discussion avec les sieurs Darras & Haquin qui le commandoient : il avoit été constitué prisonnier, sans être entendu, par ordre du comité militaire. Ses amis s'unissent & obtiennent son élargissement ; mais à la charge qu'il se justifiera dans l'assemblée générale de son district. M. Leclerc étoit accusé par un procès-verbal, signé de beaucoup de témoins, d'avoir manqué à ses officiers, étant de service : il n'a opposé à ce procès-verbal qu'un récit des faits ; mais ce récit est si cohérent & si vraisemblable, qu'il l'a emporté sur le procès-verbal, & que le district l'a déclaré innocent. Il a même depuis fait le service public comme membre du comité.

Il y avoit bien long tems que le peuple n'avoit fait en France les fonctions de *magistrat*. Le sieur Leclerc n'a point à se plaindre de la manière dont il les a exercées à son égard ; faut-il désirer pour cela que cette forme de jugement s'introduise parmi nous ? Non, sans doute : Qui ne sait avec quelle facilité on égare le peuple sur les cas particuliers. *Des jurés, des jurés ; c'est le cri de toute la France.*

A midi, l'on a dépouillé de l'habit uniforme, sur la place de l'hôtel-de-ville, un nommé St. Geniès, soi-disant aide-de-camp de M. de la Fayette. Il avoit été arrêté hier au soir dans une des cours du palais-royal, pour s'être permis de réprimander une patrouille qui avoit manqué, disoit-il, à un de ses amis.

M. de la Fayette, ni aucun autre officier de la garde nationale n'ayant reconnu cet aide-de-camp polliche, le comité de police a fait des informations sur son compte ; & sur le vu des charges, l'assemblée des représentans de la commune l'a condamné à cette peine provisoire, & à tenir prison jusqu'à un jugement définitif. Il n'y a point encore, comme on le voit, d'organisation judiciaire. Est-ce un conseil de guerre ? Est-ce un tribunal civil qui a prononcé le jugement ? Rien n'est moins aisé à concevoir.

Détails du Vendredi 4 Septembre.

L'on ne s'occupe sans cesse enfin que du *veto*, & l'on conçoit, malgré les atroces calomnies répandues sur les patriotes du palais royal, que leur alarme étoit fondée ; les paradoxes révoltans débités par les esclaves partisans du *veto*, en sont de fidelles preuves. En effet, comment se peut-il que

sans corruption, un citoyen puisse demander le veto ? Quoi, le pouvoir exécutif possèdera encore la majeure prérogative du pouvoir législatif ? Quoi, un seul homme pourra suspendre & enchaîner la volonté de la nation ? Mais l'aristocratie des représentans, dites-vous, qui l'empêchera s'il n'y a point de veto ? Qui l'empêchera ? François, que dites-vous ? Bailliages & Communes, écoutez-moi : dès qu'un de vos représentans vous paroîtra infidèle, ou incapable, dès qu'il ne suivra point vos vœux, brisez-le, voilà le vrai moyen de ne pas redouter l'aristocratie. Alors, aucun veto, ni absolu, ni suspensif ne vous est nécessaire ; vous n'en avez plus besoin ; le premier est despotique, le second est illusoire. En effet, si le roi a le droit de faire appel à la nation, quand l'assemblera-t-il ? Les ministres ne trouveront-ils pas des ressources pour ne jamais l'assembler ? Rendez le sénat permanent, vous crie-t-on. Oui, c'est le vrai moyen d'établir la plus affreuse aristocratie ! Et ce sont des représentans du peuple françois qui osent proposer ces moyens ? Pensent-ils que nous ayons perdu le jugement ? Quels sont donc les dons promis à leurs complaisances, pour qu'ils hasardent de se couvrir d'ignominie aux yeux de la nation, de l'Europe & de la postérité ? François, si une partie de vos représentans sont corrompus, créez-en d'autres ; c'est-là que sera votre salut & votre seule ressource.

A l'appui de ces raisons vient l'arrêté du district de Saint-Nicolas-des-Champs : nous le publions avec d'autant plus de plaisir, qu'il est le premier dont nous ayons pu avoir connoissance sur ce point essentiel de la législation.

« L'assemblée délibérant sur la question importante de la sanction royale, déclare unanimement

qu'elle regarde comme inconstitutionnelle toute espece de *veto* qui pourroit être accordé au pouvoir executif, attendu que la sanction du roi doit être purement honorifique & promulgative de la loi ; que pour rendre public son vœu à cet égard, le présent arrêté sera imprimé & envoyé, tant aux différens districts qu'aux représentans de la commune, & à l'assemblée nationale ».

TROTTEREAU, secrétaire.

Aujourd'hui, la Banlieue de Vangirard est venue demander au général le droit de porter l'uniforme ; les habitans ont pensé peut-être qu'ils ne pouvoient devenir libres sans s'asservir à l'ordre symétrique d'un vêtement uniforme inventé pour enchaîner le soldat, & créé par Louis XIV, le plus habile des despotes.

M. de la Fayette a fait hier la visite de plusieurs casernes, & à chacune d'elles on a tiré le canon.

Le 31 août à midi, la compagnie de maréchaussée, de la robe-courte, officiers & soldats, ont prêté serment de fidélité à la nation, au roi & à la loi, en l'hôtel de la mairie, & en présence de M. le maire, ainsi qu'il est constaté par l'acte de ce serment que nous avons maintenant sous les yeux. Combien la révolution des lumieres est puissante ! Il n'y a point de corporation, de société, qui n'envie maintenant l'honneur de servir la nation ; autrefois on servoit le despote.

Chaque jour maintenant on voit des drapeaux bénis, des vierges en procession, & des militaires en parade ; mais enfin on délivre quelques prisonniers, & cela dédommage : cependant un membre

du district des capucins, M. le Vallis, vient de nous adresser une motion pour remettre toutes ces cérémonies aux dimanches ou bien aux jours de fêtes ; « cela feroit perdre moins de temps, » dit-il, & je ne vois pas d'inconvéniens à renvoyer nos exercices militaires, & nos processions au dimanche ».

MM. les garçons cordonniers de la capitale se sont aussi assemblés l'un de ces jours derniers aux champs-élisées ; & sur l'avis de quelques honorables membres, il a été décidé que ceux qui feroient une paire de souliers au-dessous du prix convenu, seroient de droit exclus du royaume. D'ailleurs, le comité de ladite assemblée s'est chargé de faire une quête ou espece de cotisation pour subvenir aux besoins des freres qui se trouveroient sans ouvrage.

Nous n'avons pas fait mention de huit tonnes de billons ou pieces de métal envoyées à l'isle de Cayenne & de quelques piques emballées dans du foin, & conduites à l'hôtel de ville ces jours derniers ; ces objets sont étrangers à la révolution ; l'erreur publique a été la seule cause de l'attention qu'ils ont excités, & nous sommes loin de chercher à causer des inquiétudes sans raison : les piques & les billons étoient des objets de commerce.

Hier, le brave grenadier, qui au siège de la Bastille arrêta le gouverneur & fut décoré de sa croix de Saint-Louis, ayant été nommé capitaine de la troupe soldée par le district des barnabites, a déposé cette croix dans les mains de M. de la Fayette, pour être rendue au roi. C'est à la ville de Paris à lui donner une médaille civique ou un laurier digne de son ouvrage.

(1) SUITE des papiers de la Bastille.

Lettre écrite au Rédacteur, relativement au mémoire trouvé à la Bastille, sur les Célestins & Théatins, inséré dans le Numéro 7 des Révolutions.

MONSIEUR,

La conduite & les sentimens des peres théatins sont depuis trop long-tems connus dans Paris, pour qu'on ait pu voir sans étonnement l'extrait que vous donnez dans votre septieme numéro, d'un mémoire trouvé, nous dites-vous, à la bastille, mais qui n'est assurément qu'un tissu d'atroces calomnies contre ces respectables religieux. J'ai voulu au moins savoir d'eux-mêmes ce qui pouvoit avoir donné une occasion quelconque à une pareille accusation. Ils m'ont assuré avec douleur que c'étoit pour la premiere fois qu'elle venoit frapper leurs oreilles. Ils m'ont ajouté qu'ils avoient, il y a à-peu-près cinquante ans, un religieux dont le penchant malheureux pour le vol s'étoit manifesté de maniere à faire craindre qu'il ne lui attirât des punitions sévères pour eux & pour lui; qu'en conséquence ils avoient obtenu une lettre de cachet pour le mettre à Angers dans une maison religieuse dont il étoit sorti avec un autre sujet aussi coupable que lui; que le gouvernement, apprenant son inconduite, l'avoit fait enfermer à Bicêtre, dont il sortit ensuite par la protection de M. de la Voillière, qui, le croyant corrigé, l'avoit même introduit dans la maison d'une de ses parentes, où il passa le reste de sa vie avec tranquillité. Quant aux accusations de crime de leze-majesté, de révélemens, de papiers, & du véritable testament de Mazarin, testament qui est déposé dans le greffe du parlement, elles sont si invraisemblables & si absur-

(1) En 1715, a été nommé gouverneur de la Bastille M. de Launay.

En 1749, le sieur Baillet, *idem*.

En 1757, d'Abadie.

En 1761, le comte de Jumillac de Bujac.

En 1776, le marquis de Launay.

N^o. VIII.

E

des ; que les peres théatins croiroient leur faire trop d'honneur que de daigner les réfuter.

Qui ne fait en effet que ces messieurs ont toujours été pénétrés du plus profond respect & d'une vraie reconnoissance pour sa majesté Louis XV & son auguste fils. L'un & l'autre leur avoient accordé une protection spéciale, & versé leurs bienfaits sur leur maison.

Le mémoire dont vous parlez, monsieur, ce mémoire d'ailleurs qui n'est peut-être signé de personne, ainsi que cette lettre dont vous faites mention, & qui ne se trouve plus, ne sont donc que l'ouvrage du délire ou de la fureur d'un homme qui cherchoit à se faire tirer de sa prison, en affichant un prétendu zele pour sa majesté aux dépens de deux corps respectables, en s'imaginant qu'il seroit d'autant plus intéressant, que ses calomnies seroient plus atroces. Il faut, si elles sont parvenues aux oreilles du gouvernement, qu'elles aient été traitées avec tout le mépris qu'elles méritoient, puisque voilà la première fois que ceux même qui en sont l'objet, en entendent parler.

Je dois ajouter ici que ce pere Dumazel, dont vous parlez comme vivant encote dans quelque cachot, a été enterré le 13 octobre 1765, dans la maison même des théatins, dont son inconduite l'avoit fait sortir pour quelque tems, mais où il vécut ensuite, & mourut en bon religieux.

J'espere, monsieur, que vous ne refuserez pas d'insérer dans votre premier numéro une lettre que me dicte la plus juste estime pour une des maisons les plus respectables de Paris par la régularité, le zele & les lumieres des religieux qui la composent.

J'ai l'honneur d'être très-parfaitement,

Monsieur,

Votre très-humble & très-obéissant serviteur,

L'abbé BARUEL.

Paris, ce 4 Septembre 1789.

Interrogatoire du 14 octobre 1681, (servant de suite à la lettre de M. Thilly, insérée au n°. 7) fait par les commissaires députés, en vertu de lettres-patentes du 7 avril 1679, à Antoine Dublet dit Monteron, prisonnier du château de Vincennes. Signé DE LA REYNIE & VAGOT, avec paraphe.

Interrogé sur ses nom, surnom, âge, qualité & demeure & sur toutes les charges, on remarque par ses ré-

posés (1) qu'il y est question d'un sieur de Thermes enfermé à la bastille; d'un sieur Maillard, auditeur des comptes; d'un sieur Pinon du Mortéux; d'un nommé Mathurin Chapon, de M. Fouquet, d'un nommé *Pafel*: il y est question de réclamations par cet Antoine Dublet, de sommes à lui dues par le roi, qu'un sieur & dame de Fontenay ont été privés de leurs biens par la chambre de justice; ce qui avoit été cause du délabrement des affaires dudit sieur de Thermes: on remarque aussi que la dame de Fontenay s'étoit fait tirer son horoscope, qui lui fut remise par le sieur de Thermes; que par cette horoscope il étoit annoncé que la dame de Fontenay ne rentreroit jamais dans son bien; que c'étoit un nommé *Egidio*, italien, qui avoit tiré l'horoscope, que cet *Egidio* étoit soupçonné avoir enseigné à un sieur de Sainte-Croix plusieurs sortes de secrets, entre autres, celui des poisons subtils, lorsque ledit Sainte-Croix étoit à la bastille.

Voici aussi trois ordres du roi beaucoup plus récents: ils se sont trouvés à la bastille, quoique les prisonniers, contre qui ils ont été donnés, aient été enfermés dans d'autres prisons.

DE PAR LE ROI.

Il est ordonné à d'arrêter & conduire dans les prisons les nommés *Eurard*, *Magnière* & *Saunois* dit *Lacoste*; enjoint au geolier de les recevoir & garder jusqu'à nouvel ordre. Fait à Versailles le 24 août 1738. *Signé*, LOUIS. En marge il est mis: les nommés *Eurard*, *Magnière* & *Saunois* dit *Lacoste*, ont été amenés & écroués es prisons du fort-l'évêque. *Signé*, NAULIN.

DE PAR LE ROI.

Il est ordonné à d'arrêter & conduire dans les prisons le nommé *Dupré*, dit *Merluette*, enjoint au geolier de l'y recevoir & garder jusqu'à nouvel ordre. Fait à Versailles ce 14 mars 1738. *Signé*, LOUIS. En marge est écrit: le nommé *Dupré* a été amené & écroué es prisons du fort-l'évêque. *Signé*, NAULIN.

(1) Nous regardons comme inutile d'ennuyer le public en observant la forme d'un interrogatoire par questions & réponses, on croit qu'il suffira d'en donner l'esprit.

DE PAR LE ROY.

Il est ordonné à d'arrêter & conduire dans les prisons le nommé *Toulouset*; enjoint au geolier de l'y recevoir & garder jusqu'à nouvel ordre. Fait à Versailles le 13 mars 1738. *Signé* LOUIS. En marge est écrit : le dénommé en l'ordre ci-dessus a été amené & écroué es prisons du grand châtellet en vertu du présent. *Signé* PETIT.

Il y avoit sur ces trois ordres, outre la signature du roi, celle du ministre : mais on ne peut la lire, parce qu'elle est déchirée.

Vous voyez, monsieur, d'après tout ceci, que la bastille, outre les papiers analogues aux prisonniers enfermés dans les murs, en contenoit aussi qui concernoient des prisonniers détenus dans d'autres prisons en vertu d'ordre du roi.

Tels sont tous les papiers que je possède; je me féliciterois de les avoir publiés & de vous les avoir adressés, s'ils peuvent être utiles à quelques familles, & leur donner des renseignements sur ceux qu'elles ont eu la douleur de voir disparaître.

J'ai l'honneur d'être, avec les sentimens les plus distingués,

MONSIEUR,

Votre très-humble & très-obéissant serviteur,

Signé, THILLY

Paris, ce 22 Août 1789.

A la Bastille le premier Novembre 1762.

J'ai l'honneur de vous informer, Monsieur, que j'ai reçu le nommé Hucherot, imprimeur de Dijon, conduit par le sieur d'Hemery, inspecteur de Police, sur un ordre du Roi, contresigné Phelypeaux, daté du 24 Janvier dernier.

Je suis avec respect,

Monsieur,

Votre très-humble & très-obéissant serviteur,

JUMILHAC.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous rendre compte que j'ai rendu le jour d'hier tous les effets, hardes & linges à la dame Tompson, qui m'avoient été remis par le sieur Robinson son mari, suivant les ordres de M. Hérault, & dont j'ai tiré décharge

au bas de chaque mémoire. Je vous supplie, Monsieur, si l'ordre du Roi est arrivé, en vertu duquel je conduis la mère & la fille à St. Chaumont, de me faire la grace de me l'envoyer avec quelqu'autres, qui, je crois, doivent être arrivés, & que j'attends. J'aurois eu l'honneur de vous rendre compte moi-même, sans la fièvre & une douleur de côté qui ont eu l'effronterie de m'attaquer; en conséquence de quoi, j'ai été saigné deux fois hier & le vas encore être tout présentement. J'ai l'honneur d'être avec respect,

Monsieur,

Votre très humble & très-
obéissant serviteur,

DE GASTAIGNALDE.

En tête de l'original sont ces notes :

Prendre l'ordre pour recevoir & garder aux Miramionnés la dame Tompson, & sa fille âgée de neuf ans.

L'ordre a été signé le 19 Juillet.

Elle veut se convertir à la foi catholique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Seconde Séance de Samedi 29 Août 1789.

L'intéressant objet du commerce des grains fut enfin réglé dans cette Séance.

MM. les Députés de St. Domingue, qui avoient fait les premières tentatives dans la discussion de la veille, pour obtenir dans cette occasion l'ouverture de leurs ports aux bâtimens étrangers, qui leur porteroient des fatines, annoncèrent de nouveau leurs desirs à l'Assemblée nationale.

M. de Reynaud, l'un des membres de cette députation, témoigna beaucoup d'inquiétudes sur le sort de cette Colonie, qu'il présenta comme exposée à la famine; il chercha à justifier ses craintes par l'attestation de M. du Chilleau, qui a le commandement dans cette contrée, & qui avoit accueilli la demande des colons par une ordonnance que le conseil a cassé.

Plusieurs négocians s'élevèrent contre cette pétition comme fondée sur des faits inexacts, & comme contraires aux traités qui indemnifient la Colonie de son assujettissement à recevoir son approvisionnement de France.

Il fut suris à prononcer sur cette affaire, jusqu'à ce que l'assemblée ait été instruite des motifs qui ont déterminé la cassation de l'ordonnance de M. du Chilleau.

Le décret sur le commerce des grains fut rédigé ainsi.

» L'assemblée nationale, ouï le rapport du comité des subsistances, a décrété : 1°. que la vente & la circulation des grains & farines seront libres dans toute l'étendue du royaume ; 2°. que ceux qui feront transporter des grains & farines par mer, seront tenus de faire leur déclaration exacte, pardevant la municipalité des lieux du départ & du chargement, & de justifier de leur arrivée & de leur déchargement au lieu de leur destination, par un certificat de la municipalité dedsdits lieux ; l'exportation à l'étranger est & demeurera provisoirement défendue ».

Première Séance du Lundi 31 Août.

Cette séance commença par le récit de l'insurrection de quelques factieux, qui avoient causé des inquiétudes la veille, dans le palais-royal à Paris, & qui avoient écrit des lettres de menaces à M. le président, & à MM. les secrétaires de l'assemblée nationale.

M. Bailly & M. de la Fayette avoient instruit le gouvernement, par deux lettres, que M. de Saint-Priest communiqua à M. le président, & dont M. le président fit part à l'assemblée.

M. de Lally-Tolendal fit lecture d'une motion qui avoit été proposée dans l'assemblée des factieux ; elle indigna tous les esprits, parce qu'elle avoit le caractère d'un attentat à la liberté publique.

Il fut fait plusieurs motions à ce sujet : les unes propoisoient de mander le maire & le commandant de Paris, pour s'informer d'eux, s'ils pouvoient répondre de maintenir la tranquillité dans la capitale, & la liberté de l'assemblée nationale ; d'annoncer qu'au cas contraire, l'assemblée nationale se transporterait ailleurs : on demandoit aussi que les noms des députés désignés comme proscrits dans la liste formée par les factieux, fussent inscrits avec des mentions honorables dans le procès-verbal de cette séance.

D'autres, pour modifier cette première opinion, demandoient que M. Bailly & M. de la Fayette fussent invités à venir occuper leur place dans l'assemblée nationale pour... &c.

D'autres encore vouloient que l'on assurât une récompense

se à ceux qui dénonceroient les auteurs de ces troubles....&c.
La discussion persuada qu'il n'y avoit pas lieu de délibérer,
& ce fut ainsi décidé.

MM. de Lally & Mounier firent rapport à l'assemblée, du travail & des vues du comité de constitution, sur la combinaison des pouvoirs qui doivent former l'organisation de la monarchie.

Le plan du comité étoit de constituer le pouvoir législatif en deux chambres; l'une seroit formée des représentans librement élus, l'autre formeroit un sénat dont les membres seroient nommés par le roi.

Il entroit aussi dans ce plan, d'assujettir les loix à la sanction du roi, qui auroit en cela un *veto* absolu, dont on ne pourroit jamais demander les motifs.

Il auroit été surprenant que ce projet qui comprend un grand nombre d'objets liés aux plus grands intérêts de la nation, eût réuni tous les suffrages; quelques membres en demandèrent l'impression; d'autres trouverent du danger à lui donner trop de publicité.

Seconde Séance de Lundi.

Il fut traité deux questions dans cette séance; la première de savoir s'il seroit nommé un comité de douze membres pour conférer sur les finances avec le ministre chargé en chef de cette partie; cette question avoit été amenée par le dernier mémoire que M. Necker avoit adressé à M. le président, & par la motion que M. l'évêque d'Autun avoit faite à l'occasion de ce mémoire & de l'emprunt.

Après le développement de plusieurs opinions sur l'état actuel des finances, & sur la nécessité de rétablir promptement les impôts, il fut arrêté que le comité des finances choisiroit dans son sein les douze membres du nouveau comité.

La seconde question fut présentée par une nouvelle tentative que firent MM. les députés de Saint-Domingue, pour obtenir l'ouverture de leurs ports aux vaisseaux étrangers, chargés de grains & de farines; mais les raisons qui avoient empêché de prononcer sur cette proposition, dans la seconde séance du 29, la firent renvoyer derechef à un autre tems, où elle sera débattue par les députés négocians.

Séances du matin des mardi, mercredi & jeudi.

Ces trois séances furent entièrement employées à la discussion

de la sanction royale ; il fut arrêté le mardi que la parole seroit accordée d'abord à l'un des orateurs qui voteroient pour la sanction avec *veto* absolu , ensuite à l'un de ceux qui n'admettroient qu'un *veto* suspensif , & après à l'un de ceux qui rejetteroient toute espèce de sanction royale , & ainsi successivement jusqu'à ce que la discussion paroîtroit suffisante.

M. le duc de Liancourt parla le premier sur cette grande question ; M. Sallé de Choux monta après lui à la tribune , & s'éleva contre le *veto* absolu comme contraire à la souveraineté recon nue de la nation.

M. Rabaud de Saint-Etienne parla ensuite , mais moins pour discuter la question de l'ordre du jour , que pour proposer de s'occuper de la constitution du pouvoir législatif avant de chercher la constitution convenable au pouvoir exécutif.

Cette opinion eut d'abord beaucoup de sectateurs qui la soutinrent par développemens d'opinions ; il leur fut opposé des opinions contraires & l'ordre du jour prévalut.

M. Mallouet représenta le *veto* royal « comme essentielle-
» ment attaché à la monarchie , & comme le préservatif de l'ins-
» tabilité des loix ».

M. Pétion de Villeneuve , traitant la question par principes , fit appercevoir que le *veto* royal seroit un moyen destructif de la liberté nationale , & il démontra l'inconvenance des exemples tirés des autres gouvernemens , & que c'est une erreur de croire que les représentans de la nation soient obligés par leurs mandats à reconnoître une sanction royale telle que la propose le comité de constitution , les commettans n'ayant ni déclaré ni entendu que le roi pût exercer un *veto* absolu contre la volonté générale de la nation.

Cet orateur fit de fortes impressions sur les esprits , & l'opinion générale commençoit à se manifester contre la sanction , lorsque M. le Comte de Mirabeau la releva par un discours d'une éloquence forte ; il traita la sanction royale , conjointement avec la permanence de l'assemblée législative ; & après avoir fait appercevoir dans la permanence de la législatrice un obstacle aux entreprises du pouvoir exécutif , il s'attacha à établir la sanction royale sur la nature du gouvernement monarchique , & comme partie intégrante de la législation.

Ce discours obtint aussi des approbations bien marquées.

MM. d'Antraigues , de Landines , Angibaud de la Roche , Goupilleau , Briois de Beaumetz , Faydel , de Leynaud , Barnave , Target & Grégoire occupèrent successivement la
tribune

tribune pendant toute la séance de mercredi; chacun y parla avec le zèle qui forme une espèce d'égalité d'éloquence.

M. Creniere qui prit le premier la parole dans la séance de jeudi, s'éleva contre la manière dont la question avoit été traitée jusqu'alors; il prétendoit qu'on avoit tout dit, excepté la vérité, & il s'attacha à prouver que la sanction royale ne doit former aucune espèce de *veto* ni absolu ni suspensif; ce discours fut soutenu à la hauteur du sujet, jusques à la conclusion qui fut pour le rejet de toute espèce de *veto*.

M. Goupil de Préfel développa son opinion d'une manière aussi claire que solide; il joignit à la profondeur du raisonnement la combinaison exacte des convenances; l'assemblée l'écoula avec une attention empressée; & s'il entendit quelques murmures lorsqu'il parut pencher pour le *veto* absolu, il vit l'attention se renouveler, au moment où revenant à une excellente idée que M. Target avoit donnée la veille, il restreignit l'application & l'effet de ce *veto* à l'assemblée législative, & il soutint qu'il ne pouvoit y avoir qu'un *veto* suspensif contre la nation; il avoit annoncé en commençant qu'il parleroit d'après une confiance pure, & avec un respect religieux, & il jouit, à la fin de son discours, d'applaudissemens bien mérités.

M. de Jessé prononça un fort beau discours, où après avoir rappelé l'intention générale manifestée par la presque totalité des cahiers sur la sanction royale, il adopta le *veto* comme barrière à opposer au pouvoir législatif d'une nation dont l'impétuosité forme le principal caractère.

Plusieurs membres de l'assemblée trouvant la question suffisamment discutée, proposèrent d'aller aux voix, ou de traiter les questions relatives à l'organisation du pouvoir législatif.

Il y avoit encore soixante-douze personnes inscrites sur les trois listes d'orateurs. Cette observation contribua à faire insister ceux qui trouvoient la matière suffisamment éclaircie. Cependant il fut arrêté que la discussion seroit continuée jusqu'à la fin de cette séance, & qu'on s'occuperait du pouvoir législatif le lendemain, pour faire ensuite & en même temps tous les décrets qui seront à rendre sur ces objets qui tiennent les uns aux autres, & essentiellement.

M. Alexandre de Lameth, un député des communes, M. de Castellane, & M. l'abbé Mauri entretenirent l'assemblée jusqu'à la fin de la séance; & s'il falloit nous expliquer sur

les talens de chaque orateur, nous aurions aussi à présenter des fleurs à ces derniers.

Plusieurs membres de l'assemblée ont fait imprimer leur opinion. Celle de M. Gaultier de Biauzat est pour le *veto* simplement suspensif; il l'a fondé sur plusieurs motifs de politique qui n'ont point été touchés dans les discussions; il soutient qu'il n'a jamais existé de sanction royale avec le *veto* absolu, ni même avec le *veto* suspensif, & il n'adopte le *veto* suspensif que comme un droit à créer d'après l'état actuel des choses, & comme une autorité de simple précaution qui ne devra jamais avoir effet que jusques à une nouvelle manifestation de la volonté générale.

Séances du soir des mardi, mercredi & jeudi.

Les séances du soir sont destinées aux discussions des objets de détail, quoiqu'il ne s'y traite rien qui ne soit intéressant, tout n'y présente cependant pas autant de matière aux journaux.

L'assemblée s'occupa dans ces trois séances, 1°. d'un projet de souscription patriotique que propose le comité permanent de la ville de Tours. L'examen ultérieur en fut renvoyé au comité des finances. 2°. D'une réclamation contre des députés que l'on inculpoit d'avoir altéré les cahiers qu'on les avoit chargés de porter à une assemblée bailliagère; elle fut rejetée à défaut de preuves. 3°. De la manière d'empêcher l'exportation des grains que facilitent les greniers placés sur les frontières, ce qui fut renvoyé au comité des subsistances. 4°. D'une affaire de huit personnes détenues dans les prisons de Limoges, dont les juges attestent l'innocence, mais qu'ils n'osent pas exposer aux rumeurs du peuple; sur quoi M. le président a dû écrire sur les lieux. 5°. D'une affaire relative à une seconde députation que le bailliage d'Auxerre avoit faite outre celle que lui attribuoit le règlement provisoire; elle fut rejetée par l'assemblée.

6°. La manière de maintenir la publicité des séances, & d'éviter du bruit dans les travées; il avoit été proposé de donner des billets d'entrée dont les députés disposeroient. M. Fontaine, habitant de Versailles, & qui assiste exactement à toutes les séances, avoit témoigné ses regrets à ce sujet par une lettre à un député, dans laquelle il développait de puissans motifs, pour laisser la libre entrée au Public dans les travées. D'après la communication de cette lettre, plusieurs

membres observerent que cette administration de détail n'étoit pas digne de l'assemblée, & il fut décidé qu'il n'y avoit lieu à délibérer. Cependant plusieurs membres pensent encore qu'il convient de réserver une partie des travées aux personnes que les députés désireront d'y faire enter.

Séance du vendredi 4 septembre.

L'ordre du jour présentoit à la discussion la permanence ou la périodicité & l'unité, ou la division de l'assemblée législative.

MM. de Sycis, de Sale, de Marnézia, Target, Demeunier, Rabau de Saint-Etienne, Dupont, le vicomte de Mirabeau, de Clermont-Tonnerre & le Grand parlerent successivement & presque tous traitèrent en même tems de la sanction royale, comme tenant essentiellement à ces questions; ils furent tous d'avis de la permanence ou d'une périodicité annuelle qui seroit une véritable permanence.

M. de Sale disoit que celui des membres de l'assemblée qui se trouvera en fonctions à la clôture de la session actuelle, fut chargé de convoquer la session prochaine, & ainsi de suite; & il vouloit que cet ex-président convoquât à la réquisition de la majorité des assemblées provinciales.

M. Target pensoit que s'il y avoit lieu de modifier l'unité de l'assemblée par quelque forme divisionnelle, il faudroit en puiser les moyens dans le sein même de l'assemblée.

M. Demeunier proposoit pour contre-poids au pouvoir législatif, un tribunal dont les membres seroient nommés par les assemblées provinciales, & qui seroit chargé de vérifier les loix, & de prononcer sur les attentats commis contre la nation.

M. Rabaud de St. Etienne étonna d'abord, en proposant un système qui supposoit le monarque infallible; la surprise cessa avec le merveilleux, lorsque l'orateur expliqua cette infailibilité, qu'il fit consister en ce que le roi ne coopéreroit jamais à la législation, & qu'il se borneroit à exécuter ponctuellement la volonté générale.

MM. Dupont & de Clermont-Tonnerre furent les seuls qui adoptèrent le sénat, encore chacun le fornoit-il avec des différences essentielles.

Il n'y eut pas de séance vendredi au soir.

*Réponse du Rédacteur à la lettre de M. Duchosal,
Agent de change.*

M O N S I E U R ,

Il est faux que j'ai attaqué l'honneur du corps dont vous êtes membre, & que j'aie demandé la suppression des agens de change, & que j'aie dit qu'il falloit leur attribuer la baisse actuelle des effets publics : j'ai dit seulement que le taux de l'intérêt de l'emprunt de trente millions n'avoit pas pu à quelques agens de change, & qu'on avoit cru s'apercevoir qu'ils cherchoient à faire baisser les effets de la place.

Il n'est pas possible, Monsieur, qu'un aussi habile calculateur que vous, prenne la partie pour le tout, & qu'un littérateur aussi éclairé que vous l'êtes, ne distingue pas une assertion d'une conjecture. Je n'ai donc pas douté que ce que j'ai dit de quelques agens de change, ne vous ait servi de prétexte pour faire annoncer l'ouvrage que vous allez faire paroître sous le titre de tribunal des mœurs, bien plus que de motif pour venger une compagnie, à la défense de laquelle l'annonce de votre ouvrage est absolument étrangère.

Mais, puisque vous me provoquez sur la suppression des agens de change, je vais vous prouver que j'ai plus d'une fois quitté mon cabinet pour jeter un coup d'œil sur vos occupations.

Toute profession publique, dans laquelle on peut commettre impunément des larcins, est essentiellement mauvaise & contraire au bien public. Pour me faire mieux entendre, je rendrai la même idée dans un style qui vous est familier.

Qui peut tout ce qu'il veut, peut plus que ce qu'il doit.

Mais l'agent de change peut tout impunément, au préjudice des citoyens qui s'adressent à lui.

On charge, par exemple, un agent de change d'acheter des actions à 4000 liv. il les achète à ce prix, & dans le cours de la bourse, elles haussent de 10 liv. il les vend, profite de la différence de la hausse, & dit à son commettant qu'il n'a pas pu faire son affaire. Le charge-t-on, au contraire, de vendre ces 4000 liv. il épie un moment où elles soient au-dessous de ce prix, il les vend & serre l'excedent. Comme on ignore toujours à qui l'on vend, ou de qui l'on achète, que l'agent ne met jamais sur son bordereau les noms des parties, il est impossible d'en venir à aucuns éclair-

cissemens, & la fraude de l'agent de change est nécessairement impunie.

L'agent de change veut-il faire tomber des effets, il va dans un lieu public en offrir de même espece à grosse perte; mais en même-temps il en offre une telle quantité qu'il ne peut pas détacher, que ceux qui en ont, s'effraient & s'efforcent de les vendre; il profite de cette baisse pour les acheter pour son compte, contravention qu'il est impossible de prouver juridiquement, & il les revend, lorsque par une autre ruse il a fait hausser le cours de cet effet.

Comme je n'ai pas entrepris, Monsieur, de faire le dictionnaire de la bourse, je me bornerai à ces exemples, & je conclurai qu'il faut supprimer un corps organisé de manière à pouvoir impunément attenter à nos fortunes; il le faut, parce que la confiance & l'industrie doivent être libres. parce que fournissant au gouvernement une finance de quatre millions & demi, sans intérêt, ce corps a évidemment fait la convention de s'en indemnifier sur le public.

Vous m'avez donné, Monsieur, le conseil de ne pas déclamer, je vous donne celui de ne point écrire ce que vous ne pensez pas. Je suis, en attendant que les Muses vous consolent de la perte future de votre place d'adjoint,

M O N S I E U R,

Votre très humble, &c.

Un des Rédacteurs des Révolutions de Paris.

Lettre du District des Récolets au Rédacteur.

Monsieur,

Nous vous prions de donner à la déclaration suivante qui intéresse l'honneur & la sûreté d'un citoyen honnête, toute la publicité nécessaire.

« Le Comité du district des Récolets, instruit par la voie publique, que les propos les plus injurieux se répandent contre M. Robin, ancien, président du district, croit qu'il est de son devoir & son honneur de déclarer publiquement, que M. Robin, en donnant sa démission, a emporté les regrets du Comité, qui les lui a témoignés en lui adressant une lettre de remerciement de la manière dont il avoit géré dans les temps les plus orageux : le Comité déclare en outre, que les fers qui ont été saisis à la barrière St. Martin, & que l'on a accusé M. Robin d'avoir fait enlever, sont encore maintenant déposés dans un magasin du quartier général du dis-

trist, où chaque sac est scellé du cachet du district, & que ce sel y restera jusqu'à ce que l'assemblée générale du district ait prononcé sur ce qui sera fait à ce sujet».

Nous avons l'honneur d'être très-parfaitement,

DUFRESNE DE ST. CERGUES, Président.

MERRY, Secrétaire en chef.

Paris ce premier Septembre 1789.

NOUVELLES DE PROVINCE.

Des lettres de Geneve annoncent que des individus des montagnes voisines se sont avancés en foule du côté de Ferney ; la garnison de Geneve, secondée de quantité de volontaires, s'y est portée, on y a conduit du canon, & les montagnards ont pris la fuite. L'ignorance, ou plutôt l'ineptie du peuple de quelques provinces, lui ont fait croire que l'égalité & la liberté lui permettoient en quelque sorte le partage des biens ; de là sont venus la plupart des ravages qui ont désolés nos provinces.

La ville de Lyon vient aussi d'éprouver une espèce de soulèvement : l'on forçoit les bourgeois à rendre les armes en descendant la garde ; une compagnie s'y est refusée ; l'on s'est rassemblé sur la place des Terreaux, le peuple y a accouru ; les dragons, la maréchaussée, les suisses sont survenus, on les a contraints de descendre de leurs chevaux. Mais quelques ouvriers ont lancé des pierres, il y a eu des coups de fusils de tirés, deux personnes ont été tuées & plusieurs sont blessées. Cependant l'ordre s'est rétabli, les bourgeois ont conservé leurs armes, & chacun d'eux a remporté les siennes dans sa maison. Les lyonnais depuis des siècles sont accoutumés à se servir des armes, on ne pouvoit craindre qu'ils allassent se blesser par imprudence ; pourquoi donc les en priver ?

Nous avons vu dans la capitale des femmes habillées en homme, & porter des épées & même des fusils. Le jour de l'arrivée du roi, il y en avoit une sous les armes aux Champs-Elysées ; elle a salué de son épée & avec beaucoup de grace plusieurs officiers du détachement de la bourgeoisie. L'on rapporte maintenant, que dans un hameau en Gatinois, une jeune vicomtesse de dix-sept ans, sur le bruit que des brigands alloient incendier le pays, s'arme d'un fusil, se déclare officier de garde, & fait la ronde à la tête de son déta-

chement. Le lendemain, lorsque le très-jeune officier a été de retour en son château, les habitans ont été lui présenter une cocarde, qui a été très-bien reçue. Ce jeune officier, c'est mademoiselle de Portelance, Vicomtesse de Ségur.

Madame la comtesse d'Artois va partir incessamment pour Turin; le prince, son époux, vient de quitter Namur, il est présentement en Suisse. Quant au baron de Besenval, il doit quitter Brie-Comte-Robert, & venir ensuite occuper une place à l'abbaye Saint-Germain. L'on a remplacé le fatal réverbère, & les pros crits peuvent enfin respirer. Le prince de Condé est à Cologne, ainsi que la princesse de Monaco, le duc de Bourbon, la princesse Louise & le duc d'Enguien, y sont également.

Les liégeois ont voulu les premiers suivre l'exemple de la révolution qui menace déjà l'Europe entière. Ils ont pris dernièrement la cocarde patriotique, après s'être bien concertés; ils avoient aussi leurs pros crits: mais on décida de leur faire grace, & le 18 août ils se sont réunis, ont marché à l'hôtel-de-ville les armes hautes; on est entré dans l'assemblée, on a chassé bourgeois & conseillers, on en a élu d'autres; delà on a été en bon ordre s'emparer de la citadelle; les soldats se sont joints à la bourgeoisie en armes; ensuite ils ont été prendre l'évêque dans son château, lui ont fait renoncer & à lui & à son chapitre, aux privilèges pécuniaires; il a ratifié leurs promotions & leurs réglemens; enfin, il a fini par donner sa bénédiction, & rendre des grâces à Dieu de tout ce qu'on venoit de faire. Il est à remarquer que cette révolution s'est faite avec autant d'ordre que l'on pourroit en mettre dans une cérémonie publique: tout étoit prévu, & il n'y a pas eu la plus légère blessure. Cela est glorieux sans doute pour les habitans de Liège.

Mais en Lorraine & en Alsace, le peuple dernièrement a été moins sage; il n'a voulu payer le sel que comme marchandises; il s'est porté aux bureaux des fermes, les a ravagés, en a chassé les traitans, de sorte que le sel ne s'y vend plus que trois sous la livre. Ainsi, le peuple de ces provinces, quoiqu'en désordre, a eu le courage néanmoins de se faire justice d'un impôt désastreux. J'avoue que la situation des finances & les décrets de l'assemblée nationale ne permettent pas qu'il puisse être encore anéanti: mais enfin trop long-temps on a violé les droits sacrés des peuples. Si ce l'eût continué, on eût mis des impôts sur l'air; on vouloit déjà en établir sur la lumière.

La ville de Strasbourg vient encore d'être agitée de nouveaux troubles. Une gratification accordée aux soldats du régiment d'Hesse-Darmstadt pour leur bonne conduite, les a porté à se livrer à la débauche. La garnison & le peuple ont suivi cet exemple; ils ont délivré quelques prisonniers, ils ont pénétré dans plusieurs caves, & durant trois jours ils se sont abandonnés au tumulte & à l'ivresse.

Il y a eu dernièrement une fête patriotique à Secaux, dans laquelle ont paru les ducs d'Orléans, de Penthièvre & de Chartres, ainsi que madame la duchesse d'Orléans. L'on a béni un drapeau, fait des évolutions militaires, donné des repas, & ce village a mis trois cents hommes sous les armes. Si chaque bourg de France peut en mettre un nombre équivalent, selon la population, le cabinet impérial, les princes d'Allemagne, le roi d'Espagne, celui de Sardaigne & tous ceux de l'Europe, peuvent former une ligne offensive, la nation française ne peut les craindre.

Nous donnerons dorénavant des paragraphes intéressants extraits des papiers anglois.

Paris, ce 6 Septembre 1789.

PRUDHOMME, rue Jacob, n^o. 28.

Assemblée des Représentans de la Commune de Paris.

COMITÉ DE POLICE.

Le comité de police autorise les administrateurs des postes à faire passer dans les provinces, à mesure qu'ils paraîtront, les Numéros des *Révolutions de Paris*, portant les noms de l'éditeur & de l'imprimeur. Ce 8 août 1789.

Signé FAUCHET.

DU MANGIN, Vice-Président.

LEVACHER - DE - LA - TERRINIÈRE.

De l'Imprimerie de LAPORTE, rue des Noyers. 1789.